

LES MÉDECINS DES HÔPITAUX PUBLICS (MHP)

Editorial n° 219-220

Vers une crise sanitaire

La crise économique succède à la crise financière, sur fond de crise du capitalisme mondial. L'éternel gouffre « abyssal » des comptes de la sécurité sociale sert de justification à une série de réformes dans le domaine de la santé dont celle, en perpétuel chantier, de l'hôpital public. La routine, quoi.

Vous avez dit routine ? Jamais le corps médical n'a été à ce point excédé par le climat délétère qui règne dans tout le secteur hospitalier. Grève aux urgences, grève face à la dégradation de nos retraites, conflits en tout genre face à l'insuffisance des crédits de fonctionnement, réforme engagée après chaque fait divers, absence total de dialogue social digne de ce nom.

Dans ce contexte, le projet de loi « Hôpital, patient, santé territoires » ⁽¹⁾ arrive au Parlement, avec des concepts tout droit issus de l'hôpital – entreprise. Au plus haut niveau de l'Etat, il est acquis que les établissements de santé relèvent des mêmes concepts que toute autre activité commerciale et répondent aux lois du marché. Par conséquent, ils doivent être dirigés comme une entreprise, par un vrai « patron ».

Manque de chance, ce concept de « patron » seul maître à bord vient de perdre sérieusement une bonne part de sa crédibilité à l'occasion d'une crise sans précédent, qui remet en cause les fondements même de capitalisme entrepreneurial, et pas seulement dans le domaine financier. La rapacité et l'incompétence de nombreux dirigeants des plus grandes entreprises rappellent aux citoyens comme aux politiques combien il est dangereux de confier trop de pouvoir à un cercle restreint d'individus. A l'hôpital plus qu'ailleurs, la pertinence des décisions importantes correspond nécessairement à la confrontation et la synthèse des exigences du management, de la gestion des ressources et des choix médicaux. Pour cela, il faut que l'expression de ces points de vue soit organisée et non pas méprisée. Et ce n'est pas une question de bicéphalisme : le président de CME n'est pas le seul détenteur de la légitimité médicale dans un établissement de santé.

Le conformisme est l'un des plus grands dangers qui pèse sur les démocraties. Les élites préfèrent trop souvent suivre le courant plutôt que de risquer leur réputation (et leur poste !) pour souligner les dangers d'un modèle dominant que pourtant, elles perçoivent. Il faudra une génération pour former de nouveaux dirigeants qui accepteront de considérer que le modèle ultra-libéral n'est pas la panacée, pas plus que le modèle communiste en son temps. La réflexion est déjà entamée dans certains cercles ^{(2) (3)} mais combien de temps mettra-t-elle avant de toucher notre vie quotidienne ? En attendant, le projet de loi HPST repose sur des analyses périmées en terme de management, et risque de conduire à une véritable catastrophe sanitaire si les principes d'organisation qu'il sous-tend reposent sur la seule logique économique et financière. Le Ministère de la santé ne doit pas loger à Bercy.

Dr Jacques Trévidic
Union FNAP – SPHP

- (1) Projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires, n° 1210, déposé le 22 octobre 2008
http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/reforme_hopital.asp
- (2) La crise mondiale est pour demain, entretien avec Michel Rocard – Le Nouvel Observateur 13 décembre 2007
http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2249/articles/a362300-la_crise_mondiale_est_pour_demain.html
- (3) "C'est le moment, puisqu'il faut investir, investissons", entretien avec Henri Guaino – La Tribune 1^{er} décembre 2008
<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20081201trib000316242/henri-guaino-cest-le-moment-puisquil-faut-investir-investissons.html>